

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

XELLA THERMOPIERRE (ex HEBEL SIPOREX)

Le pre chatelain route pre chatelain
38300 Saint-Savin

Références : 2026_UD33_CRA_374
Code AIOT : 0005201018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement XELLA THERMOPIERRE (ex HEBEL SIPOREX) implanté 101 route du Barp 33380 Mios. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site s'inscrit dans le cadre du PPC, Plan pluriannuel de contrôle des ICPE, qui fixe une périodicité de 7 ans pour l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XELLA THERMOPIERRE (ex HEBEL SIPOREX)
- 101 route du Barp 33380 Mios

- Code AIOT : 0005201018
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Xella Thermopierre a été créée en 1977 à la suite de la fusion de plusieurs entreprises, dont Haniel Bau-Industrie GmbH, Ytong AG et Fels-Werke GmbH. Son siège social est implanté dans le département de l'Isère (38), sur la commune de Saint-Savin.

Le site de Mios exploite actuellement une unité de fabrication de béton cellulaire et de commercialisation de matériaux de construction.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13.269 en date du 2 juillet 1991, les prescriptions applicables ont été modifiées et complétées, notamment par arrêté préfectoral du 14 juillet 1992. Suite à l'évolution de la nomenclature, les rubriques principales du site (2515 et 2517) relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. Il existe également une installation qui relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Emissions de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
7	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52 > 2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Exploitation, maintenance	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 6.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Généralités, accès	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Sans objet
8	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	Sans objet
10	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3.	Sans objet
11	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 5.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en service du nouveau broyeur, il est demandé à l'exploitant de procéder à un récolement de son installation au regard des dispositions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2515.

Par ailleurs, plusieurs contrôles sont prévus et leurs résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées, notamment concernant les installations électriques, les émissions de poussières et les niveaux sonores.

Enfin, certains suivis réglementaires doivent être complétés ou mieux formalisés, notamment pour la maintenance et la traçabilité des contrôles réalisés dans le cadre des vérifications périodiques des matériels (cf. fiche de constat n°9).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 4			
Thème(s) : Situation administrative, conformité			
Prescription contrôlée :			
<p>Mise à jour du classement des installations autorisées, suite à la parution des décrets n° 2014-285 du 03/03/14 et n° 2014-1501 du 12/12/2014 modifiant la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ce tableau remplace celui porté à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1992 (acté par courrier du 3 novembre 2016) :</p>			
Rubrique	Intitulé et seuils	Capacité	Régime
2515- 1 b)	Malaxage produits minéraux P>200kW	550kW	E

2517- 2	Station de transit de produits minéraux solides, les capacités de stockage étant: $15000\text{m}^3 < Q < 75000\text{m}^3$	17000m^3 (produits finis) soit $18\,000\text{m}^3$	E
2910- A - 2	Inst. Combustion au gaz naturel ou Fuel lourd $2\text{MW} < P < 20\text{MW}$	5,8MW	DC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 quantité inférieure à 50 t	12m^3 (gazole)	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100 t	10m^3 (huile de démoulage)	NC
1434	Remplissage et distribution de Gazole: débit $< 1\text{m}^3/\text{h}$	débit = $0,6\text{m}^3/\text{h}$	NC

Constats :

Dans le cadre de l'instruction de la situation administrative du site, il est rappelé, par courrier en date du 3 avril 2025, que l'exploitant a transmis un rapport à connaissance relatif notamment au remplacement de l'unité de broyage intégrée au procédé de fabrication de béton cellulaire. Ce projet mentionnait une puissance installée du nouvel équipement identique à celle du broyeur remplacé.

Par courrier du 12 novembre 2025, l'inspection des installations classées a pris acte de ce projet, en précisant notamment qu'il appartenait à l'exploitant de s'assurer de la conformité de son installation de broyage à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement.

Lors de l'inspection réalisée ce jour, il a été constaté que le nouveau broyeur est installé. La puissance maximale annoncée apparaît compatible avec les dispositions prévues par le tableau de classement. Par ailleurs, au vu des éléments recueillis lors de l'inspection, les autres installations et activités relevant des rubriques considérées apparaissent globalement cohérentes avec les capacités déclarées et les régimes administratifs applicables.

Toutefois, une erreur a été relevée concernant la rubrique 2517 : la valeur mentionnée de "17 000 m³ (produits finis) soit 18 000 m³ (**mètres cubes**)" correspond en réalité à une surface de 18 000 m² (**mètres carrés**). Cette erreur, sans incidence sur le classement ICPE de l'installation, devra être corrigée lors de la prochaine actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Compte tenu de l'ancienneté de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 1992, il apparaît que la vérification de la cohérence des prescriptions qui y sont fixées avec les conditions réelles d'exploitation constitue un point d'attention de la part de l'exploitant.

Par ailleurs, suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées intervenues à compter de 2015, notamment à la suite des décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014 et n° 2014-1501 du 12 décembre 2014, l'examen du respect des prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques 2515, 2517 et 2910 apparaît nécessaire.

Enfin, la mise en place du nouveau broyeur conduit à considérer la situation de l'installation au regard des dispositions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2515, notamment au travers d'un récolement de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de procéder à un récolement de son installation vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2515, en tenant compte du nouveau broyeur ; ce récolement est transmis à l'inspection des installations classées.
- de se prononcer sur le respect des prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques 2517 et 2910, et d'en attester la conformité.

En cas de non-respect des prescriptions, l'exploitant indiquera les mesures prévues pour revenir à la conformité dans les meilleurs délais. Si cela n'est pas possible, il transmet à l'inspection un rapport à connaissance dûment motivé proposant, le cas échéant, des aménagements de prescriptions (si cela est autorisé par les arrêtés ministériels).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 6.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

[...] L'élimination (par le producteur ou sous-traitant) fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations Classées. A cet effet, l'exploitant doit ouvrir un registre mentionnant pour chaque type de déchets [...]

Constats :

<p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets. Celui-ci est tenu à disposition de l'inspection. Aucune incohérence n'a été relevée lors de son examen. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des informations réglementaires y figurent de manière exhaustive et régulièrement mises à jour afin d'assurer une traçabilité complète des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Généralités, accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les personnes étrangères à l'établissement ne disposent pas d'un accès libre aux installations. La visite de terrain a permis de confirmer la présence d'une clôture en périphérie du site, équipée d'un portail électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques a été réalisé en 2025, préalablement à la mise en service du nouveau broyeur. L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle vérification électrique est programmée en juillet 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dès leur disponibilité, les résultats de la vérification des installations électriques prévue en juillet 2026.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que l'organisme de contrôle agréé dispose de l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation de la vérification dans de bonnes conditions, notamment en tenant compte des modifications apportées aux installations (mise en service du broyeur).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, points de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place le réseau de suivi des retombées de poussières dans l'environnement, tel que prévu réglementairement, notamment par la mise en œuvre de jauges de retombées ou, à défaut, de plaquettes de dépôt, incluant au moins un point de mesure du niveau d'empoussièrement ambiant.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé que son installation de broyage fonctionne en voie humide, avec stockage des matières en silos et transfert par tuyauteries, et considère à ce titre que l'installation ne génère pas de rejets atmosphériques significatifs. Il indique toutefois avoir sollicité un devis pour la réalisation de mesures des émissions dans l'air et prévoit leur réalisation en juillet prochain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès leur disponibilité, les résultats des mesures réalisées, ainsi que les éléments permettant de justifier la mise en conformité avec les prescriptions relatives au suivi des retombées de poussières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que l'installation de broyage n'émet pas de poussières, en raison de son fonctionnement en voie humide (voir constat précédent). Le procédé mis en œuvre consiste en un broyage et un mélange de sable avec de l'eau afin d'obtenir une pâte homogène, destinée à la fabrication de béton cellulaire. Ce fonctionnement en voie humide est de nature à limiter significativement les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Toutefois, aucune mesure des émissions atmosphériques de poussières n'a été réalisée à ce jour, et l'exploitant ne dispose pas d'éléments permettant de vérifier le respect des valeurs limites réglementaires précitées. Il est à noter que l'exploitant a prévu, comme indiqué dans le constat précédent, de réaliser des mesures des émissions dans l'air au mois de juillet prochain.</p> <p>Si l'exploitant considère que les dispositions de l'article 41 susvisé ne sont pas adaptées aux conditions réelles de fonctionnement de ses installations, il peut solliciter un aménagement des prescriptions, notamment sous la forme d'un porter à connaissance (PAC), <u>dûment justifié</u>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans le délai fixé au constat précédent (fiche n°5), les résultats des mesures des émissions dans l'air prévues ou, le cas échéant, les éléments relatifs à une demande d'aménagement des prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : Emissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52 > 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été relevé que les mesures d'émissions sonores susmentionnées n'ont pas été réalisées à ce jour. L'exploitant a indiqué avoir engagé une démarche en sollicitant un devis pour la réalisation de ces mesures et prévoit leur réalisation au mois de juillet prochain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dès leur disponibilité, les résultats des mesures des émissions sonores réalisées, ainsi que, le cas échéant, les mesures correctrices mises en place en cas de non-conformité aux valeurs limites réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <p>Polluants Fréquence</p> <p>DCO (sur effluent non décanté). Matières en suspension totales. Hydrocarbures totaux.</p> <p>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports d'analyses réalisés par un laboratoire agréé, relatifs à un prélèvement effectué le 2 février 2026. Les eaux pluviales polluées (EPp) sont rejetées au milieu naturel. Les points de rejet contrôlés sont le décanteur au niveau du portail et le séparateur situé du côté de l'autoroute.</p> <p><u>Pour le rejet du décanteur portail, les résultats sont les suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Température : 9,5 °C (température inférieure à 30 °C) - pH : 7,9 (pH compris entre 5,5 et 8,5) - Matières en suspension : 4,6 mg/L (VLE réglementaire - AP du 15 juillet 1992 : 30 mg/L) - DCO : 8,4 mg(O₂)/L (VLE réglementaire - AP du 15 juillet 1992 : 120 mg/L) - Hydrocarbures totaux : < 0,05 mg/L (VLE réglementaire - AM du 26 novembre 2012 : 10 mg/L)

Pour le rejet du séparateur autoroute, les résultats sont les suivants :

- Température : 10 °C (température inférieure à 30 °C)
- pH : 7,9 (pH compris entre 5,5 et 8,5)
- Matières en suspension : 2,1 mg/L (VLE réglementaire - AP du 15 juillet 1992 : 30 mg/L)
- DCO : 6,92 mg(O₂)/L (VLE réglementaire - AP du 15 juillet 1992 : 120 mg/L)
- Hydrocarbures totaux : 0,068 mg/L (VLE réglementaire - AM du 26 novembre 2012 : 10 mg/L)

Aucune non-conformité n'a été relevée au regard des résultats présentés, ceux-ci respectant les valeurs limites de concentration applicables, en retenant pour chaque paramètre la valeur limite la plus restrictive issue des textes en vigueur (arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 1992 et arrêté ministériel du 26 novembre 2012 suscités).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation, maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, matériels de sécurité

Prescription contrôlée :

Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un registre dans lequel sont consignées les vérifications périodiques des matériels, ainsi que les observations associées et les interventions à réaliser.

Des éléments complémentaires relatifs aux rapports d'intervention et aux bons de travail ont également été présentés.

Toutefois, pour certains points examinés, la correspondance entre les observations consignées dans le registre (notamment les interventions à réaliser) et les interventions effectivement réalisées n'a pas pu être établie de manière immédiate. Le suivi des suites données à certaines vérifications apparaît ainsi perfectible en termes de traçabilité.

L'exploitant a indiqué que le service maintenance serait en mesure d'apporter des précisions sur ces éléments. Cela n'a pas été vérifié le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser l'organisation mise en place pour assurer le suivi des suites données aux vérifications périodiques et, le cas échéant, de formaliser les modalités permettant de garantir une traçabilité claire et systématique des actions réalisées à la suite des observations émises.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, dossier de déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...]- les résultats des mesures sur les effluents gazeux et liquides et le bruit, les rapports des visites et un relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire, sur une période d'au moins six ans ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant bénéficie des droits acquis pour ses installations, notamment celles relevant de la rubrique 2910 (Installation de combustion), à la suite de la demande formulée le 18 octobre 2016, actée par courrier préfectoral en date du 3 novembre 2016.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un dossier comprenant notamment des rapports de visites. L'inspection des installations classées (IIC) a procédé à une vérification par sondage de la présence des rapports sur les six dernières années. Cette vérification n'appelle pas de remarque de la part de l'IIC sur ce point.</p> <p>En lien avec la fiche de constat n°1 du présent rapport, il est rappelé qu'il est demandé à l'exploitant de se prononcer sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2910. À cette occasion, il lui est rappelé qu'il lui appartient de tenir à jour un dossier complet, conformément à l'article 1.3 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1992, article 5.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>-La cuve de condensation située à l'extérieur de l'usine doit être équipée d'une colonne d'aspiration munie d'un demi raccord pompier de 100mm</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des inspections précédentes des 29 novembre 2018 et 23 octobre 2019, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le document faisant état des échanges avec le SDIS relatifs à l'impossibilité de mettre en œuvre une colonne d'aspiration munie d'un demi-raccord pompier de 100 mm sur la cuve de condensation extérieure, ainsi que la solution de substitution retenue.</p> <p>Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a présenté un courrier en date du 24 mars 2005</p>

adressé à l'inspection des installations classées, indiquant la mise en place d'une réserve d'eau incendie de 240 m³, équipée d'une crépine, de tuyauteries et de vannes, en lieu et place du dispositif initialement prévu. Il ressort des éléments présentés que cette solution avait été définie en lien avec l'inspection des installations classées et en réponse aux constats formulés par le SDIS 33 dans son rapport du 7 septembre 2004, le dispositif initial apparaissant insuffisant et inadapté au regard des exigences minimales exprimées.

L'inspection de ce jour a permis de constater que les dispositions mises en œuvre à l'époque sont également compatibles avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations relevant de la rubrique 2515, lequel prévoit, à défaut d'un réseau public ou privé d'incendie conforme, la mise en place d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³, équipée de dispositifs permettant l'alimentation des services d'incendie et de secours dans des conditions opérationnelles adaptées.

Les demandes formulées par l'inspection lors des visites des 29 novembre 2018 et 23 octobre 2019 sont désormais considérées comme soldées.

Ce point pourra faire l'objet d'une mise à jour lors de la prochaine actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite